

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Association des professeur.e.s de l'Université d'Ottawa

Le vendredi 21 avril 2023

11 h à 13 h

[via Zoom](#)

ORDRE DU JOUR

- Reconnaissance de territoire
- Approbation de l'ordre du jour
- Procès-verbal de la dernière réunion le 15 décembre 2022 (p.2)
- Questions découlant des procès-verbaux
- Situation financière de l'Université d'Ottawa
- Rapport de la présidente
- [Comité exécutif 2023-2024](#)
- Autres questions

ANNUAL GENERAL MEETING

Association of Professors of the University of Ottawa

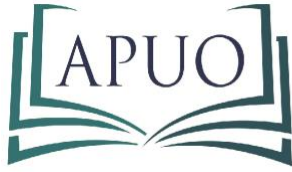
Friday, April 21, 2023

11 am to 1 pm

[via Zoom](#)

AGENDA

- Land acknowledgement
- Approval of the agenda
- Minutes from the last meeting on December 15, 2022 (p.6)
- Matters arising from the minutes
- Financial Situation at the University of Ottawa
- President's report
- [2023-2024 Executive Committee](#)
- Other matters



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE 2022-2023

Jeudi 15 décembre 2022

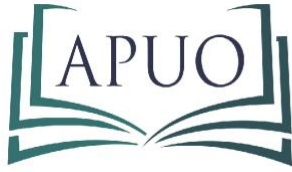
9 h 30 à 11 h 30

Par ZOOM

PROCÈS-VERBAL

1. La présidente a lu la **POLITIQUE DE RECONNAISSANCE DU TERRITOIRE de l'APUO**.
2. **ORDRE DU JOUR** : L'ordre du jour a été approuvé à l'unanimité. (COUSINEAU/RIPPEY)
3. **Le PROCÈS-VERBAL** de l'assemblée générale annuelle du 21 avril 2022 a été approuvé avec huit (8) abstentions. (SOMÉ/BROWN)
4. **AFFAIRES DÉCOULANT DU PROCÈS-VERBAL** : aucune.
5. **Présentation de l'UAPUO** : La présidente et le deuxième vice-président ont présenté Sue WURTELE, présidente de l'union des associations de professeur.e.s universitaires de l'Ontario (UAPUO), et Jenny AHN, directrice générale de l'UAPUO. S. WURTELE a mentionné que l'UAPUO travaille activement à contrer les attaques législatives, comme le projet de loi 28, qui a utilisé la disposition de dérogation visant à miner les droits garantis par la Charte à 55 000 travailleurs du SCFP. Elle a souligné que les syndicats de salarié.e.s ont réagi rapidement et ont planifié une grève générale potentielle, ce qui a amené le premier ministre Ford à annuler le projet de loi et à faire une nouvelle offre si le SCFP annulait la grève.

S. WURTELE a également annoncé une victoire récente de l'UAPUO, alors que le projet de loi 124 du gouvernement Ford a été invalidé par le juge Koehnen. L'UAPUO s'est jointe à la Fédération du travail de l'Ontario et à d'autres syndicats pour contester la législation, qui plafonnait les augmentations salariales à un (1) pour cent par an pendant trois (3) ans. Dans sa décision le juge Koehnen a déclaré que l'ensemble du projet de loi était inconstitutionnel, car il interférait avec la négociation collective en limitant la portée de la négociation, en empêchant les revendications salariales d'être échangées contre des gains non pécuniaires, en interférant avec la grève et en influençant la dynamique du pouvoir entre les employés et les employeurs. Le gouvernement Ford prévoit faire appel de la décision, et le conseiller juridique de l'UAPUO croit qu'elle pourrait aboutir devant la Cour suprême.



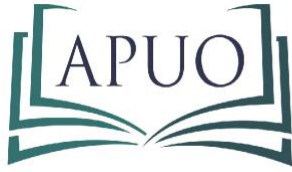
S. WURTELE a également mentionné que le projet de loi 26, *Loi de 2022 sur le renforcement des établissements postsecondaires et les étudiants*, a récemment reçu la sanction royale. Elle s'est dite préoccupée par le fait que le projet de loi se substitue aux politiques institutionnelles et disciplinaires énoncées dans les conventions collectives et par l'absence de mesures efficaces pour lutter contre la violence sexuelle sur les campus, en se concentrant plutôt sur les professeur.e.s en tant qu'auteurs de ces gestes. L'UAPUO explore des moyens novateurs de soutenir les étudiant.e.s et de protéger ses membres, et tiendra ses membres informé.e.s au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

S. WURTELE a fait le point sur la crise de l'Université Laurentian, notant que l'établissement a récemment cessé de bénéficier des protections de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. Le récent rapport de la vérificatrice générale de l'Ontario sur la Laurentian souligne la mauvaise gestion, le manque de transparence et l'irresponsabilité du gouvernement, et réfute l'affirmation selon laquelle les salaires du personnel scolaire et du corps professoral ont causé la crise. Le rapport recommande une meilleure gouvernance et souligne que le respect des conventions collectives aurait pu permettre la résolution collaborative des problèmes.

La vérificatrice générale de l'Ontario a annoncé au printemps qu'elle effectuerait cette année des vérifications de l'optimisation des ressources pour les universités, dont quatre (4) ont été auditées en fonction d'un rendement inférieur à la moyenne au niveau des principaux indicateurs financiers. Il s'agit notamment d'Algoma, de Nipissing, d'Ontario Tech et de Windsor. Les vérifications ont mis en évidence la nécessité d'améliorer la gouvernance, y compris l'importance d'implanter de petits conseils de gouverneurs pour éviter une dépendance inappropriée envers des comités exécutifs. La vérificatrice générale prévoit vérifier quatre (4) universités chaque année.

S. WURTELE a noté l'intérêt accru des syndicats membres pour les questions de gouvernance universitaire. Au printemps, le Comité de gouvernance de l'UAPUO a publié un document intitulé *Strategies for Enhancing Collegial Governance and Effectiveness in Governance Spaces*.

6. **Situation financière à l'Université d'Ottawa** : Tyler CHAMBERLIN et Michel DESJARDINS ont présenté aux membres une analyse plus approfondie de la situation financière de l'Université d'Ottawa. T. CHAMBERLIN a expliqué que, bien que l'Université fasse état d'une situation financière précaire chaque année, ses états financiers vérifiés montrent des excédents moyens d'environ 80 millions de dollars par an. M. DESJARDINS a noté que le Fonds opérationnel de l'Université affiche des excédents constants et croissants depuis 2017-2018. T. CHAMBERLIN et M. DESJARDINS ont présenté un argument qui remet en cause l'affirmation de l'Université selon laquelle les pertes sur les marchés financiers sont la cause profonde de sa crise actuelle. Ils ont suggéré qu'il serait peut-être plus productif de se demander pourquoi l'Université est constamment en péril financier, pourquoi les

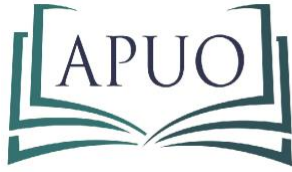


investissements dans les projets d'immobilisations n'ont pas été réévalués, et pourquoi la direction de l'Université n'a pas exigé un financement par étudiant.e plus substantiel.

7. **RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE :**

- a) **Mise à jour du personnel de l'APUO :** La présidente souhaite la bienvenue à Elsa JOSEPH au sein de l'équipe de l'APUO en tant que parajuriste par intérim, en remplacement de Christine MONCRIEFF. Elle a souligné qu'Anne-Marie ROY, qui était en congé de maternité depuis un an, a accepté un poste temporaire à l'ACPPU pour un (1) an. Nicole DESNOYERS continuera d'exercer les fonctions d'agente des communications, de la mobilisation et de la recherche par intérim jusqu'en décembre 2023. La présidente a également accueilli Lydia GABELMANN de retour de son congé maternité et a exprimé sa gratitude à Lidia RIABOVA pour son travail dévoué en remplacement de L. GABELMANN au cours de l'année écoulée.
- b) **Déménagement potentiel du bureau de l'APUO :** La présidente a informé les membres que le déménagement potentiel du bureau de l'APUO au 1, rue Nicholas a été approuvé par le Comité exécutif et le Conseil d'administration après des négociations sur le bail. Elle a expliqué que la raison du déménagement est le manque d'accessibilité du bureau actuel et le besoin de plus d'espace.
- c) **Mise à jour sur les lettres d'entente :** La présidente a indiqué qu'à la fin du mois d'août, l'APUO a déposé une ébauche d'une lettre d'entente fondée sur les recommandations reçues des membres du groupe de travail sur la justice pour les personnes handicapées de l'APUO. La lettre d'entente a demandé une plus grande souplesse en matière d'accommodement, mais elle a été refusée par l'administration centrale. La présidente a souligné que l'APUO continue d'appuyer le travail des comités de santé et de sécurité, et que leurs appels à l'Université permettent à la communauté universitaire d'être mieux informée sur les questions de santé et de sécurité, y compris sur la ventilation.
- d) **Mise à jour sur la coalition intersyndicale :** N. DESNOYERS a informé les membres que l'administration centrale envisage de démolir le bâtiment Brooks, qui abrite actuellement la garderie Bernadette, et a informé la garderie que désormais elle n'offrirait plus d'espace pour les services de garde d'enfants sur le campus une fois que l'immeuble Brooks sera démoli. Le Conseil d'administration de la garderie et le syndicat des travailleurs et travailleuses de Bernadette ont sollicité le soutien de la Coalition intersyndicale pour lancer une campagne visant à sauver la garderie. La campagne, qui a débuté à l'automne, comprenait une pétition comptant plus de mille signatures, une séance d'information virtuelle et des journées de sensibilisation sur le campus en novembre. L'APUO tiendra ses membres informé.e.s des progrès de la campagne.

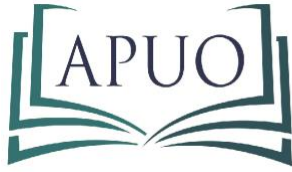
La présidente a mentionné que les problèmes liés au processus décisionnel descendant et non transparent de l'administration centrale ont été mis au premier plan de l'ordre du jour de la Coalition cet automne. Le comité exécutif de l'APUO a créé le Comité ad



hoc intersyndical sur la gouvernance, dont les travaux devraient commencer au cours de l'année 2023. Le comité comprendra des représentant.e.s de diverses associations sur le campus, y compris le syndicat du personnel de soutien (PSUO), le syndicat des professeur.e.s à temps partiel (APTPUO), l'Association des étudiant.e.s diplômé.e.s (GSAED) et le syndicat représentant les étudiant.e.s de premier cycle (SÉUO). L'objectif principal du comité est d'élaborer un manuel sur la gouvernance et de formuler des recommandations pour améliorer les processus décisionnels à l'Université d'Ottawa.

8. **RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER** : M. DESJARDINS présente les états financiers vérifiés et le budget 2022-2023 de l'APUO, qui ont été approuvés par le comité exécutif et le Conseil d'administration de l'APUO. M. DESJARDINS a souligné les coûts des rénovations dans le budget 2022-2023 à la suite du déménagement de l'APUO au 1, rue Nicolas. Il a noté que les coûts initiaux des rénovations ont été compensés par deux (2) mois de location sans frais chaque année pendant les 10 prochaines années. Le secrétaire-trésorier a expliqué que l'augmentation des dépenses salariales au cours des deux (2) dernières années était attribuable à une augmentation des remplacements de contrats et de congés, y compris quatre (4) congés de maternité.
9. **RAPPORT DES AGENT.E.S DE GRIEFS** : P. DESJARDINS présente le rapport annuel des AGENT.E.S de griefs et fait le point sur les griefs déposés entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022. Selon le rapport, l'APUO a traité 31 griefs et 42 consultations, dont 22 étaient des consultations médicales confidentielles. P. DESJARDINS a également noté que les membres communiquaient plus fréquemment avec l'APUO pour obtenir de l'aide dans le cadre de situations médicales ou de situations liées à la COVID-19 et de mesures d'accommodement.

AJOURNEMENT : 11 h 30



GENERAL MEETING 2022-2023

Thursday, December 15, 2022

9:30 am – 11:30 am

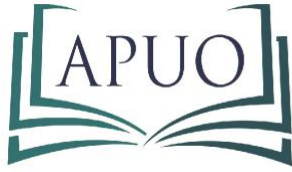
Via ZOOM

MINUTES

1. The President read the APUO's **LAND ACKNOWLEDGEMENT POLICY**.
2. **AGENDA:** The agenda was approved unanimously. (COUSINEAU/RIPPEY)
3. **MINUTES** for the April 21, 2022, annual general meeting were approved with eight (8) abstentions. (SOMÉ/BROWN)
4. **MATTERS ARISING FROM THE MINUTES:** N/A
5. **Presentation from OCUFA:** The President and the Second Vice-President introduced Sue WURTELE, the President of the Ontario Confederation of University Faculty Associations (OCUFA), and Jenny AHN, the OCUFA Executive Director. S. WURTELE mentioned that OCUFA has been actively working to counter legislative attacks, like Bill 28, which used the notwithstanding clause to undermine the charter rights of 55,000 CUPE workers. She noted that labour unions responded swiftly and planned a potential general strike, leading to Premier Ford rescinding the bill and making a new offer if CUPE called off the strike.

S. WURTELE also announced a recent victory for OCUFA, as the Ford government's Bill 124 was struck down by Justice Koehnen. OCUFA joined the Ontario Federation of Labour and other unions in challenging the legislation, which capped wage increases at one (1) percent annually for three (3) years. Justice Koehnen's ruling declared the entire bill unconstitutional, as it interfered with collective bargaining by limiting the scope of bargaining, preventing salary demands from being traded for non-monetary gains, interfering with striking, and impacting the power dynamic between employees and employers. The Ford government plans to appeal the decision, and OCUFA's legal counsel believes it may go to the Supreme Court.

S. WURTELE also mentioned that Bill 26, *Strengthening Post-Secondary Institutions and Students Act*, recently received royal assent. She expressed concerns about the bill overriding institutional policies and disciplinary policies set out in collective agreements, and its lack of effective measures to combat sexual violence on campus, focusing on faculty



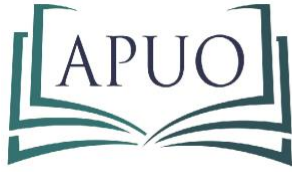
as the perpetrators instead. OCUFA is exploring alternative ways to support students and protect its members and will keep its members informed as the situation develops.

S. WURTELE updated members on the Laurentian crisis, noting that Laurentian recently emerged from the protections of the Companies Creditors Arrangement Act (CCAA) process. The Ontario Auditor General's recent report on Laurentian highlights mismanagement, lack of transparency and government irresponsibility, and refutes the claim that faculty and staff wages caused the crisis. The report recommends better governance and emphasizes that respecting collective agreements could have allowed for collaborative problem-solving.

The Ontario Auditor General announced in the spring that they would be conducting Value for Money audits for universities this year, and that four (4) were audited based on lower-than-average performance in key financial indicators. These included Algoma, Nipissing, Ontario Tech and Windsor. The audits highlighted the need for governance improvements, including the importance of smaller boards of governors to prevent inappropriate dependency on executive committees. The Auditor General plans to audit four (4) universities each year.

S. WURTELE noted the increased interest in university governance issues among member unions. The OCUFA Governance Committee released a document called Strategies for Enhancing Collegial Governance and Effectiveness in Governance Spaces in the spring.

6. **Financial situation at the University of Ottawa:** Tyler CHAMBERLIN and Michel DESJARDINS gave a presentation to the membership to provide further analysis of the University of Ottawa's financial situation. T. CHAMBERLIN explained that while the University reports a precarious financial position every year, their audited financial statements show they average surpluses of around \$80 million per year. M. DESJARDINS noted that the University's Operational Fund shows steady, increasing surpluses since 2017-2018. T. CHAMBERLIN and M. DESJARDINS presented an argument that challenges the University's claim that losses in financial markets are the root cause of its current crisis. They suggested that it may be more productive to question why the University is in a constant state of financial peril, and to consider why investments in capital projects have not been re-evaluated, as well as why university leadership has not demanded more substantial per-student funding.
7. **PRESIDENT'S REPORT:**
 - a) **APUO staff update:** The President welcomed Elsa JOSEPH to the APUO team as interim Paralegal, replacing Christine MONCRIEFF. She noted that Anne-Marie ROY, who was on maternity leave for the past year, has accepted a temporary position with CAUT for one (1) year. Nicole DESNOYERS will continue to serve as interim Communications, Mobilisation and Research Officer until December 2023. The President also welcomed

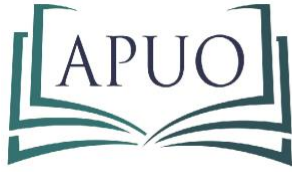


back Lydia GABELMANN from her maternity leave and expressed gratitude to Lidiia RIABOVA for her dedicated work in replacing L. GABELMANN during the past year.

- b) **Potential move of the APUO office:** The President informed the members that the potential move of the APUO office to 1 Nicholas St had been approved by both the Executive Committee and Board of Directors after lease negotiations. She explained that the reason for the move is the current office's lack of accessibility and the need for more space.
- c) **Update on the Letters of Understanding (LOU):** The President shared that in late August, the APUO tabled a draft LOU based on the recommendations received from the members of the APUO Disability Justice Working Group. The LOU sought greater flexibility in accommodations; it was refused by the Central Administration. The President emphasized that the APUO continues to support the work of the health and safety committees and their calls to the University provide better information to the university community on health and safety issues, including on ventilation.
- d) **Update on the Interunion Coalition:** N. DESNOYERS informed the members that the Central Administration plans to demolish the Brooks building, which currently houses the Bernadette Child Care Centre, and has informed the Centre that they will no longer provide space for childcare services on campus once Brooks is demolished. The Centre's Board of Directors and the Bernadette Workers' Union sought support from the Interunion Coalition to launch a campaign to save the Centre. The campaign, which began in the fall, included a petition with over a thousand signatures, a virtual information session and outreach days on campus in November. The APUO will keep members informed on the campaign's progress.

The President mentioned that issues with the Central Administration's top-down and non-transparent decision-making were brought to the forefront of the interunion agenda this fall. The APUO Executive Committee formed an Ad Hoc Interunion Committee on Governance, which is set to begin its work in the winter of 2023. The committee will include representatives from various associations on campus, including the support staff union (SSUO), the part-time professors' union (APTPUO), the graduate student association (GSAED) and the union representing the undergraduate students (UOSU). The committee's primary objective is to develop a manual on governance and provide recommendations to improve decision-making processes at the University of Ottawa.

- 8. **SECRETARY-TREASURER'S REPORT:** M. DESJARDINS presented the APUO's 2021-2022 Audited Financial Statements and 2022-2023 Budget, which were approved by the APUO Executive Committee and the Board of Directors. M. DESJARDINS pointed to the costs of renovations in the 2022-2023 Budget as a result of the APUO's move to 1 Nicholas St. He noted that the upfront costs for renovations were offset by a benefit of two (2) months of



rent-free space every year for the next 10 years. The Secretary-Treasurer explained that the increased salary costs in the past two (2) years were due to an increase in contract and leave replacements, including four (4) maternity leaves.

9. **GRIEVANCE OFFICERS' REPORT:** P. DESJARDINS presented the Grievance Officers' Annual Report and provided an update on the grievances filed between July 01, 2021 – June 30, 2022. According to the report, the APUO dealt 31 grievances, 42 consultations, 22 of which were confidential medical consultations. P. DESJARDINS also noted that members contacted the APUO more frequently for assistance with medical and COVID-related situations and accommodations.

ADJOURNMENT: 11:30 AM